

Amiens, le 26 MARS 2019

La Préfète,

Monsieur le Président,

Par délibération du 5 septembre 2018, le conseil communautaire de la communauté de communes Nièvre et Somme a arrêté un projet de plan local d'urbanisme intercommunal sur le territoire Val de Nièvre et environs. La préfecture de la Somme a accusé réception du dossier correspondant le 26 décembre 2018.

Je suis au regret de vous informer que j'émetts un avis défavorable sur votre projet de document d'urbanisme. Cet avis défavorable est principalement motivé comme suit :

- l'environnement, la biodiversité et les paysages ne sont pas suffisamment pris en compte et le projet ne garantit pas leur préservation, leur gestion et leur remise en bon état. La protection des cours d'eau principaux (la Fieffe, la Domart et la Nièvre) et de leurs berges n'est ainsi pas assurée. Les boisements classés au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme et les haies identifiées sur le plan de zonage représentent respectivement moins de deux hectares et de deux kilomètres, ce qui ne permet pas une prise en compte réelle des enjeux attachés aux haies, ceintures vertes, perspectives plantées et bois identifiés dans votre projet d'aménagement et de développement durables,
- l'ouverture à l'urbanisation d'espaces agricoles ou naturels est trop importante en regard des possibilités de densification offertes en zone urbaine existante et sur les friches industrielles présentes sur votre territoire. L'objectif de division par deux de la consommation foncière introduite par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche en 2010 n'est ainsi pas respecté.

Alors que le rapport de présentation évalue les surfaces artificialisées en zone urbaine et en extension entre 2006 et 2016 à quatre hectares par an, votre document de planification permet en effet une consommation foncière annuelle de l'ordre de quinze hectares.

Cette situation s'explique par le classement de 111 hectares de terrain agricole ou naturel en zone urbanisée à vocation de jardin, de 17,7 hectares de terrain en zone urbanisée alors que ceux-ci se situent en extension de la trame urbaine existante ou servent de coupure d'urbanisation, de 18,9 hectares de terrains en zone d'urbanisation future alors que ces extensions ne semblent pas justifiées, sont parfois incompatibles avec les capacités actuelles de traitement des stations d'épuration ou se situent pour certaines d'entre elles dans des périmètres de protection rapprochée de captages,

Monsieur René LOGNON
Président de la communauté de communes Nièvre et Somme
1, allée des Quarante
Parc d'activités des Hauts du Val de Nièvre
BP 30 214
80 420 Flixecourt



- plusieurs orientations ou objectifs du schéma de cohérence territoriale du Grand Amiénois ne sont pas respectés notamment en matière de préservation des paysages, de diversification de l'offre en logements et d'aménagement économique ou commercial.

L'avis joint au présent courrier propose une analyse de votre document au regard du cadre législatif et réglementaire applicable. Il détaille ainsi les points pour lesquels votre document est susceptible d'être mis en défaut au regard des normes juridiques supérieures et des dispositions du schéma de cohérence territorial opposables. Ces points de fragilité sont assortis de propositions ou de recommandations en vue de la consolidation de votre document.

J'attire enfin votre attention sur les suites à apporter aux réserves émises par plusieurs communes sur ce projet de plan local d'urbanisme intercommunal, suite à son arrêt le 5 septembre 2018.

La jurisprudence considère en effet que ces avis deviennent défavorables quand les réserves émises ne sont pas prises en compte. De fait, une deuxième délibération de votre conseil communautaire aurait dû être prise comme le prévoit l'article L.153-15 du code de l'urbanisme. Il s'agit là d'une irrégularité qui entache d'illégalité la procédure d'élaboration de votre document d'urbanisme.

Aussi, afin de vous prémunir de tout risque contentieux, je vous suggère de procéder à un nouvel arrêt de votre plan local d'urbanisme intercommunal tenant compte des réserves exprimées par les communes membres et par les personnes publiques associées dont fait partie l'État, puis de consulter à nouveau l'ensemble des communes concernées.

Afin de faire aboutir votre projet dans les meilleures conditions possibles, je vous invite à vous rapprocher des services de la direction départementale des territoires et de la mer de la Somme (ddtm-stga-bph@somme.gouv.fr) à qui j'ai demandé d'assurer un investissement et un accompagnement soutenus au titre de l'association des personnes publiques.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.

Pour la Préfète et par délégation,
La secrétaire générale



Myriam GARCIA



Avis des services de l'État - projet de plan local d'urbanisme intercommunal
couvrant le territoire de l'ancienne communauté de communes Val de Nièvre et environs

Éléments détaillés justifiant l'avis défavorable des services de l'État :

1- Environnement, biodiversité et paysage

1-1 Préservation de la trame verte

Le projet d'aménagement et de développement durables identifie la protection des haies, des ceintures vertes, des bois et des perspectives plantées comme un enjeu du territoire (axe 1.2).

En matière de haies, le plan de zonage identifie une dizaine de haies représentant un linéaire cumulé inférieur à deux kilomètres. La présence de haies sur le territoire est avérée. Il est demandé la prise de mesures de protection des haies ayant un intérêt paysager, écologique ou de gestion des eaux pluviales. Il est formulé la recommandation d'asseoir ce travail sur la réalisation préalable d'inventaires des haies du territoire sur les secteurs prioritaires.

En matière de boisements, la surface cumulée des espaces boisés classés au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme est de 1,6 hectare. Il est demandé la prise de mesures complémentaires de protection des boisements résiduels du territoire. Il est formulé la recommandation que les boisements significatifs de moins de 0,5 hectare et les places vertes remarquables soient repérés en espaces boisés classés à l'exemple des micro-boisements de 0,4 hectare et de 0,25 hectare situés entre Ribeaucourt et Lanches-Saint-Hilaire qui apparaissent classés en zone agricole dans votre projet.

D'une manière plus générale, la préservation d'éléments pour des motifs d'ordres écologiques ou paysagers en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme est faible avec seulement une trentaine de sites identifiés et faiblement justifiés. Les prescriptions introduites dans le règlement ne permettent pas de garantir la protection des parcelles identifiées.

1-2 Préservation de la trame bleue

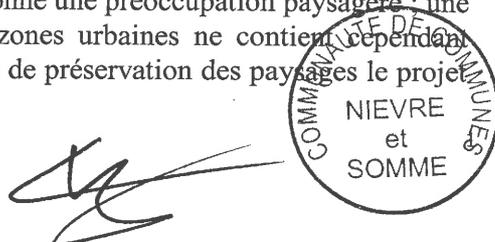
Le territoire est traversé en particulier par les rivières la Fieffe, la Domart et la Nièvre. Le projet d'aménagement et de développement durables indique tenir compte de la densité et de la vulnérabilité de ce réseau hydrographique (axe 1.2). Aucune mesure de protection des cours d'eau et de leurs berges n'est néanmoins édictée dans votre projet. Il est demandé de prendre les mesures qui permettent l'atteinte de cet objectif de préservation. Il vous est par exemple suggéré de limiter les possibilités de construction et d'artificialisation des berges et de reclasser les terrains concernés en secteur naturel.

En l'absence d'études permettant de démontrer leur caractère non-humide, il convient de reclasser l'intégralité des zones à dominante humide en zone agricole ou naturelle.

1-3 Préservation des éléments du paysage et des éléments patrimoniaux

Le schéma de cohérence territoriale du grand amiénois contient des prescriptions en matière de préservation du paysage (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action i1). Ces prescriptions consistent en particulier en l'intégration paysagère des nouveaux projets, l'affirmation des limites paysagères, le maintien des points de vue remarquables, le développement des liaisons douces. Le schéma est opposable aux plans locaux d'urbanisme.

Le projet d'aménagement et de développement durables mentionne une préoccupation paysagère : une sous-orientation est dédiée à cette thématique. Le règlement des zones urbaines ne contient cependant aucune mesure dédiée à la protection des paysages. Ainsi, en matière de préservation des paysages le projet ne répond pas aux demandes du schéma de cohérence territoriale.



Le schéma de cohérence territoriale insiste sur l'importance de « mettre en valeur les entrées de villes » (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action 11 – prescription 1.3). Il est demandé la déclinaison explicite de ces prescriptions pour traiter ces espaces.

En matière de préservation du patrimoine, en application des dispositions de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, l'état initial de l'environnement recense plusieurs édifices au titre du patrimoine industriel sur les communes de Berteaucourt-les-Dames, Domart-en-Ponthieu, L'Etoile, Flixecourt, Saint-Ouen et Vignacourt. Afin d'assurer la préservation de ces éléments patrimoniaux, il est demandé de les identifier et d'introduire dans le règlement des prescriptions permettant leur protection effective.

Il est noté la définition d'une zone naturelle patrimoniale dédiée à la préservation de secteurs d'intérêt patrimonial (zonage Np). Dans la rédaction proposée, le règlement y autorise des constructions de grande superficie. A titre d'exemple, le règlement permet de bâtir des constructions de 4 900 m² d'emprise au sol sur une hauteur de 6 mètres dans le parc du château de Fransu. Afin d'atteindre les objectifs de préservation, il est demandé de restreindre la délimitation graphique des zones Np aux seuls éléments déjà bâtis et à leurs alentours immédiats. La superficie autorisée des extensions et des annexes en zone Np doit être restreinte par la mise en place d'une emprise au sol maximale et d'une surface de plancher totale maximale. Il est formulé la recommandation que les parcs et les espaces verts soient reclassés en zone N et les espaces boisés peuvent être classés au titre de l'article L.113-1 du code de l'urbanisme.

Point de non-conformité à la réglementation :

Une quinzaine de secteurs sont présents sur les plans de zonage, sous la forme d'un classement en zone Np (châteaux, église, cône de vue) ou Nl (bois récréatif, parking, étangs de pêche, équipements sportifs, récréatifs et publics,...).

Ces secteurs sont constitutifs de « secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées » de fait.

Le rapport de présentation ne justifie pas du caractère exceptionnel des secteurs Np et Nl en application des dispositions de l'article L.151-13 du code de l'urbanisme. Il y a également lieu de définir un règlement spécifique pour chacun d'entre eux au regard des activités prévisionnelles.

1-4 Les orientations d'aménagement et de programmation centre-bourg, cités et vallées

Les orientations d'aménagement et de programmation « centre-bourg », « vallées » et « cités » dressent un état des lieux fin de ces thématiques. Cependant, en l'absence de prescriptions précises, elles ne garantissent pas la réalisation des objectifs du projet d'aménagement et de développement durables sur cette thématique. A titre d'exemple, rien n'est proposé pour la requalification de la place Gaston Morin à Domart-en-Ponthieu. De même, les sites d'intérêt paysagers locaux sont identifiés sans qu'aucune prescription particulière ne soit envisagée sur ces espaces dans le règlement. En l'absence du report de ces orientations d'aménagement et de programmation sur les plans de zonage celles-ci sont dénuées de caractère opérationnel.

2- Maîtrise de l'étalement urbain et consommation de l'espace

2-1 Les besoins exprimés en logements et en foncier

Le plan local d'urbanisme est axé sur un objectif unique de nombre de logements à construire. Cet objectif est extrait du schéma de cohérence territoriale. Il n'est pas nuancé par une analyse territoriale des dynamiques démographiques passée et future.

Le projet de territoire prévoit la construction de 1 100 logements entre 2018 et 2032. En prolongeant la tendance de construction observée entre 2006 et 2015 jusqu'en 2032, le nombre de logements construits

entre 2018 et 2032 serait de 1 250 logements. Dans cette approche, le nombre de logements vacants augmenterait de 480, atteignant ainsi un taux particulièrement élevé estimé à 13 %. Au vu de cette perspective d'augmentation importante de la vacance, l'objectif de construction gagnerait à être questionné.

Le schéma de cohérence territoriale prévoit la construction de 1070 logements supplémentaires sur le Val de Nièvre entre 2012 et 2032. Le rapport de présentation du plan local d'urbanisme arrêté annonce que 350 logements ont été construits entre 2012 et 2017. Ainsi, la construction de 720 logements supplémentaires semble suffisante entre 2018 et 2032. L'objectif de 1 032 logements supplémentaires à construire entre 2018 et 2032 fixé par le projet (hors résorption de la vacance) apparaît disproportionné au regard des prescriptions du schéma de cohérence territoriale.

Les orientations 1.4 et 2.1 du projet d'aménagement et de développement durables garantissent aux communes rurales un développement raisonné ainsi qu'un renforcement des pôles. Au regard de ce différentiel pôle/commune rurale, la proposition d'ouverture à l'urbanisation au sein des communes rurales est en disproportion par rapport à leur poids démographique. A titre d'exemple, le plateau nord regroupant les communes rurales représente 6,2% de la population mais 8,7% du potentiel en zones U et AU identifié par le projet et 15,5% du potentiel d'après le recensement joint en annexe 1.

2-2 Le potentiel identifié au sein du tissu urbanisé

Point de non-conformité à la réglementation :

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové prévoit l'analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis. Le potentiel de logements par commune est indiqué. Cependant, en l'absence de la localisation des disponibilités au sein du tissu urbain (dents creuses, friches,...) et de la justification de leur sélection ou de leur exclusion, le rapport de présentation n'est pas conforme à l'article L.151-4 du code de l'urbanisme.

Le projet arrêté avance un nombre de 446 logements potentiels en zone urbaine, hors orientations d'aménagement et de programmation. Il exclut un certain nombre de parcelles de ce décompte pour des motifs écologiques, environnementaux, pluviaux ou patrimoniaux, bien que ces parcelles soient classées en zone urbaine et, qu'à ce titre, elles peuvent être construites.

Après avoir réalisé leur propre analyse, les services de l'Etat identifient un potentiel de construction d'un peu plus de 1400 logements potentiels en zone urbaine hors le zonage spécifique Uj (voir annexe 2). Sur ce plan, il est explicitement demandé une meilleure valorisation des potentiels de densification au sein des trames urbaines existantes.

Le règlement prévoit de manière complémentaire le classement de 111 hectares de zones urbaines de jardins (zonage Uj). Ces parcelles n'ont pas nécessairement la nature physique de jardins (inclusion d'espaces agricoles ou naturels en extension d'urbanisation). Le rapport de présentation indique que ces parcelles n'ont pas vocation à être urbanisées. Il apparaît néanmoins que ces secteurs peuvent facilement être modifiés en zone urbaine à vocation d'habitat. Dans cette hypothèse, ils représenteraient un potentiel de 1000 logements supplémentaires.

Sur ce plan, il est explicitement demandé de restreindre le classement en zone Uj sur des terrains à usage de jardin au regard d'une justification de cet usage ou d'un projet particulier en la matière. La superficie des espaces à retirer de ce classement est estimée à 80 hectares. Les parcelles ont vocation à être reclassées en zone agricole ou naturelle, voire en zone naturelle de jardins s'il s'agit effectivement de jardins d'agrément (voir annexe 3).

Hors les friches Harondel (Berteaucourt-lès-Dames) et Leleu (Domart-en-Ponthieu), aucun projet de requalification n'est défini sur les autres friches du territoire (Tout-Faire et abattoirs à Domart-en-Ponthieu, Saint-Frères à Ville-le-Marcelet et Petit à l'Etoile). Il est demandé d'intégrer la valorisation de ces espaces lorsqu'ils sont situés dans le tissu urbain, au potentiel global d'urbanisation.



2-3 L'objectif de diminution de la consommation d'espaces

Le rapport de présentation évalue les surfaces artificialisées en zone urbaine et en extension entre 2006 et 2016 à 41 hectares, soit 4 hectares par an. Il estime à 31 hectares la superficie des zones 1AU et 2AU, soit une consommation de surfaces en extension de 2 hectares par an.

Dans ce décompte, il résulte de ce qui précède que ne sont pas prises en comptes :

- les surfaces susceptibles de densification urbaine. La superficie cumulée des dents creuses en zone urbaine est estimée à 89 hectares. Certaines parcelles classées en zone urbaine, d'une surface cumulée estimée à 17,7 hectares, se situent en extension ou constituent des coupures d'urbanisation et ont vocation à être reclassées en zone agricole ou naturelle (voir annexe 4) ;

- des surfaces classées en zones urbaines de jardin (zonage Uj – 111 hectares) au réel potentiel d'ouverture à l'urbanisation.

En comptabilisant le potentiel en zone urbaine, le potentiel en Uj et l'ensemble des zones à urbaniser, 230 hectares peuvent être consommés avec le projet, soit 15,5 hectares par an. Selon ce décompte, l'objectif de division par deux de la consommation foncière introduit par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche en 2010 et confirmé dans le projet d'aménagement et de développement durables n'est pas respecté.

2-4 Les zones d'urbanisation future

Certaines zones d'urbanisation future sont insérées dans le tissu urbain et n'impactent pas d'espaces naturels ou agricoles. A contrario, certaines zones d'urbanisation future se situent en extension, consomment des terres agricoles ou naturelles et/ou impactent des écosystèmes. Au regard des besoins exprimés en urbanisation et du potentiel identifié au sein du tissu urbanisé, il apparaît qu'aucune zone d'extension n'est nécessaire. Il est demandé de reclasser une surface estimée de 18,9 hectares de zones à urbaniser en zone agricole ou naturelle et 7,3 hectares de zones 1AU en zones 2AU. La liste des zones concernées par des orientations d'aménagement et de programmation sectorielles ainsi que les remarques s'y référant sont retranscrites dans l'annexe 5.

2-5 La constructibilité au sein des zones agricoles et naturelles

Point de non-conformité à la réglementation :

En application des articles R.151-23 et 25 du code de l'urbanisme, le règlement des zones agricoles et naturelles de votre projet ne peut pas autoriser des possibilités de constructions qui ne sont pas prévues par la réglementation.

Ainsi, le règlement des zones agricoles et naturelles ne doit pas autoriser plus de constructions que :

- les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. Il convient de n'autoriser les constructions à usage d'habitation pour les agriculteurs que si la présence sur site de l'exploitant est nécessaire à l'activité ;

- les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, changement de destination et aménagements prévus par les articles L.151-11, L.151-12 et L.151-13, dans les conditions fixées par ceux-ci. Il est demandé d'introduire une distance maximale entre les annexes et l'habitation principale en zones A et N, d'ajouter un nombre maximal d'annexes ou de constructions par unité foncière et de préciser que leur superficie est à prendre en compte à compter de la date d'approbation du plan local d'urbanisme. Les limites de 30 % et 20 % de la surface de plancher pour les extensions pouvant entraîner des consommations de foncier excessives, il convient d'inclure également une superficie maximale ;

- les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Conformément à l'article L.151-11 du code de l'urbanisme, il y a lieu d'ajouter ces conditions pour la construction des équipements collectifs ;

- les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. Il convient de reprendre cette formulation exacte de l'article L.151-11 du code de l'urbanisme ;

- en zone naturelle, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation forestière.

3- Les politiques de l'habitat

3-1 Les prescriptions pour favoriser la densification

Point de non-conformité à la réglementation :

Le rapport de présentation ne présente pas et ne justifie pas les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces en application de l'article L.151-4 du code de l'urbanisme.

La densification du tissu urbain est un objectif des politiques publiques d'aménagement traduit dans le schéma de cohérence territoriale du grand amiénois (document d'orientations et d'objectifs – fiche d'action a2 – prescription 2.1). En l'état de votre projet, aucune disposition du règlement des zones U et AU ne permet de garantir l'atteinte des objectifs de densité recherchés par le schéma. Certaines ont pour effet de restreindre les possibilités de densification (exemple, zone UC : interdiction des constructions mitoyennes, l'éloignement au minimum égal à la hauteur de la construction).

Afin de restaurer la compatibilité avec le schéma de cohérence territoriale, il y a lieu d'introduire des dispositions favorisant la densification du bâti conformément notamment à l'article R.151-39 alinéa 2 du code de l'urbanisme : hauteur minimale, emprise au sol minimale liée à la taille de la parcelle, implantation à l'alignement. Il est demandé de remplacer le seuil moyen de logements par un seuil minimal dans les orientations d'aménagement et de programmation et de préciser que si l'urbanisation de ces zones ne s'effectue pas dans le cadre d'une opération d'ensemble, alors chaque opération successive doit respecter les densités inscrites.

Afin de s'assurer que les disponibilités foncières en zone urbaine soient mobilisées en cohérence avec la densification recherchée, il est suggéré que des orientations d'aménagement et de programmation soient établies sur les emprises d'une superficie supérieure à 2 500 m².

3-2 Les autres thématiques abordées mais non suivies

Le projet d'aménagement et de développement durables pointe de nombreux objectifs en matière d'habitat qui ne trouvent aucune traduction dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation, contrairement à ce que préconisent les articles L.151-6, L.151-8 et R.151-9 du code de l'urbanisme. Il convient d'apporter des prescriptions pour répondre à ces enjeux identifiés :

- Investir en priorité les friches, les cités ouvrières, les dents creuses

Cette orientation qui va dans le sens du schéma de cohérence territoriale (document d'orientations et d'objectifs – fiche d'action a1 – prescription 1.1) n'est traduite par aucune prescription de phasage au sein du règlement ou des orientations d'aménagement et de programmation. En dehors des zones 2AU, l'absence d'un phasage des zones AU sous condition d'une première valorisation des espaces disponibles au sein des trames urbaines est contraire à l'objectif du projet d'aménagement et de développement durables.



- Investir en priorité le bâti délaissé et vacant, renforcer le poids de Domart-en-Ponthieu par une résorption majeure de la vacance

Les centres-bourg de Flixecourt, Saint-Ouen, Domart-en-Ponthieu et l'Etoile présentent 11 à 12 % de vacance et 29 % des logements vacants le sont depuis plus de 5 ans. Le rapport de présentation pointe la nécessité de la remise sur le marché de logements vacants. Il fixe un nombre de logements à remettre sur le marché par commune. Il convient d'instaurer de prescriptions pour remettre sur le marché ces logements et ainsi baisser le taux de logements vacants sur le territoire.

- Proposer des terrains de taille réduite

Il y a lieu d'introduire des dispositions pour assurer la densification des zones urbaines : hauteur minimale, emprise au sol minimale liée à la taille de la parcelle, implantation à l'alignement, orientation d'aménagement et de programmation sur les grandes unités foncières.

- Développer et diversifier l'offre de logements afin d'attirer de nouveaux ménages, répondre aux besoins des publics spécifiques,

Le projet d'aménagement et de développement durables prévoit diversifier les profils des ménages et prendre en compte le vieillissement de la population. Le rapport de présentation relève la diminution de la taille des ménages sur le territoire. Aucune prescription du règlement ou des orientations d'aménagement et de programmation ne porte sur les typologies des logements à construire.

Le schéma de cohérence territoriale du grand amiénois prévoit des objectifs de pourcentage d'habitat individuel dense et d'habitat intermédiaire (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action b1 – prescription 1.1) qui ne sont pas traduits dans votre projet.

Le règlement ne contient aucune disposition pour encourager la mixité fonctionnelle.

L'intégration de prescriptions spécifiques en matière d'offre de logements apparaît nécessaire pour restaurer la cohérence interne du projet et sa compatibilité au schéma de cohérence territoriale.

- Répondre aux demandes de logements locatifs aidés

Les communes de Flixecourt et Saint-Léger-lès-Domart regroupent 73% de l'offre en logements locatifs aidés. Sur ces communes, le marché locatif social est tendu, avec seulement 16,8% des demandes satisfaites. La plupart des demandes d'attribution d'un logement locatif social se concentre sur des petites typologies tandis que le parc social comporte 55% de T4 et plus. Il convient d'introduire dans le règlement et dans les orientations d'aménagement et de programmation des dispositions garantissant l'adaptation de la construction aux besoins, en termes de localisation et de typologies.

Le schéma de cohérence territoriale du grand amiénois dispose que la production de logements aidés doit être localisée dans les communes connectées aux équipements et services et aux infrastructures de desserte en transport en commun (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action b2 – prescription 2.1).

- Améliorer la qualité du parc ancien en augmentant le confort des logements et en réduisant la précarité énergétique des ménages

Les communes du cœur de vallée présentent un pourcentage de logements privés potentiellement indignes considérable, estimé entre 10,5% et 15,8%. Le schéma de cohérence territoriale soulève la nécessité d'améliorer les performances énergétiques des logements anciens (document d'orientation et

d'objectifs – fiche d'action b3 – prescription 3.2). Il convient d'instaurer des prescriptions visant à l'amélioration de la performance énergétique du parc ancien.

4- Les équipements commerciaux et économiques

4-1 L'orientation d'aménagement et de programmation réglementaire économique

L'orientation d'aménagement et de programmation réglementaire économique couvre une zone en majorité construite et concernée par un règlement de zone d'aménagement concertée.

De par sa proximité avec l'autoroute et la route départementale D1001 et en l'absence d'étude paysagère suffisante, l'orientation d'aménagement et de programmation requiert d'être complétée par les prescriptions législatives à respecter en application de l'article L.111-6 du code de l'urbanisme. Une fois l'étude réalisée, elle indiquera les prescriptions devant être reprises par l'orientation d'aménagement et de programmation.

Conformément aux prescriptions du schéma de cohérence territoriale, les commerces de plus de 1000 m² de surface de vente doivent être interdits en dehors de la zone d'aménagement commercial (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action e2). Les prescriptions du schéma dans les zones d'aménagement commercial ont vocation à être reprises sur ce secteur dans l'orientation d'aménagement et de programmation réglementaire (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action e3 – prescription 3.1) : densité, accès piétons,...

La zone d'aménagement concerté des Hauts-plateaux est inscrite dans le schéma de cohérence territoriale comme site intégré à l'offre d'intérêt inter-territorial (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action c2). Le schéma indique que les projets d'extension ou de création dans les sites d'intérêts inter-territorial doivent présenter une haute qualité urbaine et architecturale (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action c2 – prescription 2.3). L'orientation d'aménagement et de programmation réglementaire comporte peu de prescriptions. Le schéma évoque également un phasage de l'ouverture à urbanisation de foncier à vocation économique qui n'est pas repris dans le projet de plan local d'urbanisme (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action c3).

4-2 L'absence de prescriptions sur le commerce et l'économie en dehors de la zone d'aménagement concerté

Le figuré « linéaire commercial à protéger » présent sur les plans de zonage n'est pas décliné en prescriptions dans le règlement. Il est demandé de préciser les protections appliquées.

En zone urbaine, le commerce n'est interdit que en UD et en UJ. Conformément au schéma de cohérence territoriale (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action e2 – prescription 2.1), il est demandé de revoir le règlement des secteurs urbains afin d'interdire les équipements commerciaux de plus de 1000 m² de surface de vente en dehors du tissu urbanisé mixte de Flixecourt. Pour les commerces existants en dehors du tissu urbanisé mixte de Flixecourt, il convient de limiter les extensions en respectant les seuils d'extension par unité commerciale définis par le schéma de cohérence territoriale (document d'orientation et d'objectifs – fiche d'action e2 – prescription 2.2).

5- Gestion des eaux

5-1 La gestion en eaux potables et usées

Deux zones à urbaniser de la commune de Saint-Léger-lès-Domart se situent dans le périmètre de protection rapproché d'un captage (voir annexe 5). La déclaration d'utilité publique du 18 avril 1997 interdit toute construction soumise à autorisation. Il y a lieu de reclasser ces parcelles en zone naturelle ou agricole.



La station d'épuration des eaux usées de Vignacourt est conforme et en capacité. La station de Flixecourt qui dessert également les communes de l'Etoile et de Ville-le-Marclet peut être considérée en surcharge compte tenu des projets en cours dans le tissu urbain et sur la zone d'aménagement concertée. Les autres stations du territoire sont en surcharge et/ou non-conformes aux normes européennes. Il est demandé de ne pas ouvrir à l'urbanisation les zones à urbaniser 1AU et 2AU concernées dans l'attente d'information sur les capacités des stations en place à recevoir des effluents supplémentaires (voir annexe 5).

L'assainissement non-collectif est non-conforme pour 86% des installations contrôlées en 2016, représentant 95% des installations. Il est demandé d'intégrer à votre réflexion les modalités d'un plan d'action visant à remédier à cette situation.

5-2 Le plan de prévention des risques inondation

L'Etoile, Flixecourt, Ville-le-Marclet et Bouchon sont concernées par le plan de prévention des risques inondation de la vallée de la Somme approuvé en 2012. Les plans de zonage du projet font apparaître les délimitations des secteurs du plan de prévention des risques. Il convient de s'assurer de l'inconstructibilité de la partie de la zone AU concernée par le ZR1 à l'Etoile.

Les prescriptions du règlement du plan de prévention des risques inondation ne sont pas reprises à l'identique. Par exemple, pour la zone de type 3, les constructions neuves doivent être situées à plus de 0,5 mètre au-dessus du niveau de référence et les caves et les sous-sols doivent être interdits. Il est demandé la mise en conformité du règlement avec les dispositions du plan de prévention des risques inondation.

5-3 Le risque ruissellement

Le territoire du Val de Nièvre est un territoire sensible aux problèmes de coulées de boues comme le département de la Somme en a connu en mai-juin 2018. Une disposition du règlement va dans le sens de la prévention face à cet aléa, mais la sélection et le positionnement des axes de ruissellement et des zonages pluviaux ne sont pas justifiés dans le rapport de présentation. Il vous est formulé la recommandation qu'un schéma de gestion des eaux pluviales soit annexé à votre projet.

Des zones urbaines sont traversées par des axes de ruissellement (Bouchon, Berteaucourt-lès-Dames, Lanches-Saint-Hilaire,...). Il vous est formulé la recommandation visant à instaurer des zonages de type « pluvial » au titre de précaution sur ces zones.

Au titre de la prévention des risques, il est demandé d'interdire les niveaux enterrés à proximité des axes de ruissellement identifiés et dans les zones à risque relatives à la gestion des eaux pluviales.

Au vu du nombre important d'axes de ruissellement sur une majeure partie du territoire, il vous est recommandé d'identifier les haies qui jouent un rôle de protection et d'inscrire des emplacements réservés pour y positionner les aménagements complémentaires adaptés. A titre d'exemple, un axe de ruissellement traverse deux haies et longe un troisième linéaire de haie avant d'impacter les parties urbanisées au nord est de Pernois. De même, deux axes de ruissellement traversent et longent plusieurs haies et un micro-boisement avant d'impacter les zones urbanisées à l'ouest de Domart-en-Ponthieu.

Point de non-conformité à la réglementation :

Dans plusieurs secteurs, le règlement conditionne la constructibilité des parcelles à la réalisation préalable d'études par le pétitionnaire. La réalisation de ces études n'est pas mentionnée par l'article R.431-4 du code de l'urbanisme qui liste de manière exhaustive les pièces complémentaires pouvant être exigées du pétitionnaire :

- relevés topographiques précis du site permettant de préciser la trajectoire de l'axe d'écoulement pour les projets d'aménagement traversés par un axe de ruissellement situés dans les secteurs du zonage pluvial identifiés sur le document graphique ;
- études nécessaires pour prouver l'absence de contraintes environnementales et de dominante humide dans le sous-secteur Azdh. Si le projet de plan local d'urbanisme ne démontre pas leur caractère non humide, les zones identifiées comme zone à dominante humide doivent être rendues inconstructibles par le règlement ;
- études nécessaires pour prouver l'absence de contraintes environnementales et de dominante humide sur les parcelles en zone urbaine identifiées au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme.

6- Remarques complémentaires

Point de non-conformité à la réglementation :

Les articles R.151-51 à R.151-53 du code de l'urbanisme contiennent une liste exhaustive des pièces devant être annexées au plan local d'urbanisme. Le plan local d'urbanisme approuvé contient en annexes un plan de servitudes, le plan de prévention des risques et des arrêtés de classement sonore. Il manque certaines annexes obligatoires, comme par exemple (liste non-exhaustive) la zone d'aménagement concerté et les périmètres des secteurs relatifs aux taux d'aménagement.

En application des dispositions de l'article L.133-4 du code de l'urbanisme, j'attire votre attention sur le fait que votre plan local d'urbanisme approuvé devra être transmis aux services de l'État sous le format « Conseil national de l'information géographique (CNIG) ». Votre document a également vocation à être téléversé sur la plateforme du géoportail de l'urbanisme, conformément à l'article L.133-1 du code de l'urbanisme.



Annexe 1 : Poids Population – Logement

	Population 2015 (INSEE)			Logement 2015 (INSEE)			Objectif PADD sur le nombre de logements		Potentiel de logements à construire en U (hors Uj) et AU d'après le projet			Potentiel de logements à construire en U (hors Uj) et AU d'après notre analyse		
	Par commune	Par secteur	Part de la population totale	Par commune	Par secteur	Part des logements totaux	Par secteur	Part de l'objectif total	Par commune	Par secteur	Part du potentiel total	Par commune	Par secteur	Part du potentiel total
	1 134	1134	6,59%	511	511	6,63%	70	7,07%	72	72	6,98%	221	221	7,21%
	152			72					9			34		
	180			74					9			75		
	164			76					19			51		
	127	1063	6,18%	62	484	6,28%	60	6,06%	16	90	8,72%	81	476	15,54%
	253			111					19			173		
	68			35					7			11		
	119			54					11			51		
	1 161			536					125			194		
	1 915	4933	28,68%	916	2279	29,56%	280	28,28%	72	299	28,97%	164	578	18,86%
	1 857			827					102			220		
	626			242					58			92		
	1 253	5530	32,15%	592	2489	32,28%	320	32,32%	80	317	30,72%	191	914	29,83%
	3 170			1432					164			508		
	481			223					15			123		
	687			283					48			166		
	351	1764	10,26%	145	740	9,60%	110	11,11%	45	133	12,89%	70	394	12,86%
	726			312					40			158		
	403	2775	16,13%	165	1207	15,65%	150	15,15%	42	121	11,72%	103	481	15,70%
	2 372			1042					79			378		
TOTAL	17199	17199	100,00%	7710	7710	100,00%	990	100,00%	1032	1032	100,00%	3064	3064	100,00%



4

4

Annexe 2 : Décompte logements en zone urbaine (dont Uj)

Données issues du projet arrêté		Analyse des services de l'État				
Communes arrêt-projet	Logements Potentiels estimés	Référence Parcelle Cadastrale	Superficie	Logements potentiels recensés	Total potentiel recensés	Observations
Bouchon		B0 269	686	1		Axe de ruissellement
Commune rurale		B0 271 et 269	1 700	2		Axe de ruissellement
RU : 10 %		B0 281	615	1		
13 logts/ha		B0 516 – 406	700	1		
		B0 394 – 395 – 396 – 459	750	1		
		B0 375	512	1		
		B0 376	990	1		
		B0 523	1 400	2		
		B0 526	1 000	1		
		B0 500 – 502 – 503	925	1		
		B0 323	700	1		
		B0 311	440			A reclasser en A ou en N
		B0 323 et fond 324	2 400	3		U et UJ – A reclasser en A ou en N
		ZH 26	2 320	3		UJ - A Reclasser en A ou N
		Fond B0 468 – 451- 478 – 480 – 443	4 270			UJ – A reclasser en NJ
		B0 417 et fond 416	4 930	6		UJ - A reclasser en A ou en N
		ZL 45	2 910	4		UJ - A reclasser en A ou en N
		ZN 8 – 9 – 10 et fond 11	913	1		UJ - A reclasser en A ou en N – PPRI Faible
		B0 399 – 394 – 398 – 395 – 459 – 396	2 500	3		UJ – A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	9			34	34	
Bettencourt Saint Ouen		A0 182	584	1		A reclasser en N
Commune rurale		A0 850 – 851	1 530	2		Axe de ruissellement
RU : 10 %		A0 889 – 891	1 190	2		
13 logts/ha		A0 782 – partie 21 – partie 219	1 950	3		
		A0 277	1 190	2		A reclasser en N ou trame EBC
		A0 900	640	1		
		A0 294	309	1		
		ZA 191	491	1		
		A0 918 – 919 – 920 – 921	4 550	6		A reclasser en A
		A0 830 – 104	2 090	3		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A ou N
		ZA 116	4 900	6		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A ou en N
		A0 416 – 415	3 090	4		UJ – A reclasser en A ou en N
		A0 27 – 65 – 732 – 67 – 66 – 68 – 69 – 70 – 71 – 813 – 791 – 792 – 812 – 810 – 809 – 808 – 807	11 110	14		UJ – A reclasser en N ou en NJ
TOTAL U (dont Uj)	10			45	45	
Berteaucourt-les-Dames		AC 179	333	1		
Bourg		AC 215	216	1		
15 log/ha		AC 411	964	1		
		Partie AC 182	500	1		A reclasser en A ou en N
		AC 261 – 262	770	1		



		AB 114 et fond 267 – 310 – 118	650	1		
		AB 192	357	1		
		AB 230	468	1		
		Fond AB 98 – 99	535	1		
		AB 92	780	1		
		AB 58	2 610	4		Une partie est en zone à dominante humide et en élément de paysage (soit environ 1150m ²)
		AB 82 – 235	322	1		
		AB 256 – 83 – 232 – 233	1 170	2		
		AB 184	211	1		
		AD 27 – 30 – 31 – 35 – 38 – 39	7 120	11		
		AB 238	1 330	2		
		AD 70	1 160	2		
		AD 317 – 320	882	1		
		AD 373 – 99 – 95 – 367	6 600	10		
		ZC 140	1 180	1		
		ZC 139	1 140	2		
		ZC 138	1 520	2		
		ZC 135	3 620	5		
		ZC 69 – 10	1 330	2		
		AD 124 – 121 – 123 – 226 – 225 – 127 – 186 – 185- 184 – 183 – 131 – 135 – 136	8 160	12		Reclasser en A ou en N
		AD 222	1 900	3		
		AH 165	2 330	4		
		AH 178 – 174 – 92 – 152	660	1		Jardin entretenu : élément de paysage + ruissellement
		AH 221	1 550	2		
		AH 116 – 114 – 115	1 880	3		axe de ruissellement
		AH 73	4 160	6		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A
		AH 67	703	1		
		AH 211	827	1		
		AE 184 – 183 – 182	515	1		
		AE 186	596	1		
		AE 75	878	1		
		AB 12 – 13 – 162 – 163	5 010	8		UJ et U – UJ à reclasser en A ou N
		AH 92– fd 190 – 192 – 93 – 176 – 181 – 167	3 440	5		UJ – Reclasser en A ou N sauf la 149
		AH 138 – 140 – 225 – 224– 131 – 133 – 127 – 125 – 112 – 124 – 123	4 100	6		UJ – Reclasser en A ou en N
		AH 233 – 234	1 020	2		UJ – Reclasser en A ou en N
		AE 71 – 70 – 166	3 400	5		UA et UJ
		AE 167	1 200	2		U et UJ
		AE 38 – 39 – 40	782			UJ – Reclasser en A ou en N la partie en ZDH
		AE 21 – 27	2 920	4		UJ – A reclasser en N et en NJ
		AE Fd 180 – 126 – 127 – 128 – 32	1 460			UJ – A reclasser en N
TOTAL U (dont Uj)	26			124	124	
Canaples		AA 12 – 11 – 10	5 100	7		
Commune rurale		AA 8	300	1		
RU : 10 %		AA 40-41	570	1		
13 logts/ha		AA 48	3 700	5		A reclasser en N ou ajouter trame EBC
		AA 70 et 71	2 000	3		
		AA 97	740	1		
		AE 15	900	1		
		AE 25	790	1		
		AE 56	326	1		
		AE 49	1 600	2		
		AD 5	3 200	4		U + UJ

		AD 49	638	1		
		AD 44 – 45 – 41 – 74	5 460	7		
		AD 70	925	1		
		AD 59	918	1		
		AD 83 – 84 – 85 – 86 – 89 – 90 – 91 – 92 – 93	7 400	10		
		AD 56	906	1		Partie UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
		AD 33 – 54	607	1		Partie UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
		AC 58	576	1		
		AB 65	452	1		
		AB 72 – 73	562	1		
		AB 70	720	1		
		AC 117 – 118	2 360	3		U et UJ – Partie UJ en ZDH à reclasser en Azdh ou Nzdh
		AC 84 – 85	760	1		
		AC 36	2 550	3		U et UJ – Partie UJ en ZDH à reclasser en Azdh ou Nzdh
		AA 96 – 97 – p 34 – 35	9 200	12		UJ – A reclasser en A ou en N – ZDH
		AB 63 – 62	8 030			UJ – Reclasser en N - ZDH
		Fond AC 9	950	1		UJ –Reclasser en N la partie UJ ZDH
		AC 114 – 111 – 108 – fd 16 – fd 101 – fd 18 – fd 19 – 25 – 26 – 27 – 28 – 29 – 31 – 32 – fd 34 – fd 35 -fd 37 – fd 38 – fd 39 – fd 40 – fd 41 – fd 42 – fd 43 – fd 44 – fd 73 – fd99	27 420	36		UJ - ZDH à reclasser en N
		AC 48 – 47 – 46 – 45 – 95 – 17 – fd 56 – fd 33 – fd 53 – fd 52 – fd 51	4 200			UJ - ZDH à reclasser en N
		AH 36	1 820	2		UJ – A reclasser en NJ
		AH 54 – 55	7 700	10		UJ – A reclasser en N
		Partie AH 16 – 9	2 360	3		UJ – A reclasser en N
		AH 10 – 11 – 12	1 150	1		UJ – A reclasser en N
		AE 47 – partie 48 – 45	9 140	12		UJ – ZDH A reclasser en N
		D0 767 – 523 – 524	3 470			UJ – A reclasser en A ou en N
		Fd AE 68 – fd 67 – 72 – 73 – 74 – 77 – 75 – 76 – 78	11 050	14		UJ – A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	32			150	150	
Domart-en-Ponthieu		ZC 87	6 550	10		A reclasser en A
Pôles de proximité structurants		AB 78	530	1		
15 log/ha		AB 169 – 170	1 390	2		
		ZC 123	2 190	3		
		AB 124 – 123 – 98 – 97 – fd 93 – fd 92 – 96 – partie 110 – 123	9 000	14		Axe de ruissellement
		AC 76	500	1		A reclasser en N
		AC 395	640	1		
		AC 25	268	1		
		AC 228	678	1		
		Partie AC 4	2 400	4		
		AC 132 – 127 – 131 – 514	1 450	2		Espace boisé à reclasser en A ou en N
		Partie ZR 64	3 010	5		Axe de ruissellement – A reclasser en A
		Partie ZP 69	1 080	2		
		ZP fd 64 – 63 – fd 62 – fd 82	5 900	9		
		AC 61	2 530	4		
		AC 58	790	1		



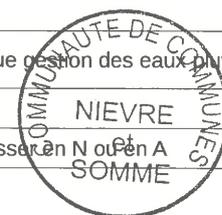
		Partie Z0 7	2 500	4		
		Z0 40	1 440	2		
		AC 479 – 36 – 582 – 584 – fd 471 – 483	6 870	10		Coeur d'îlot
		ZI 38 – 39	935	1		
		ZI 65 – partie ZI 82	2 200	3		
		AC 554 – 476 – 556	3 300	5		
		AC 389	1 360	2		
		AC 278 – 283	720	1		
		AC 501 – 548 – 549	767	1		
		AC 334 - 399	894	1		A reclasser en N
		Partie AC 179	700	1		
		AC 491 – 492 – 174	770	1		
		AC 527 – partie 139 – 138	4 140	4		
		AC 5	790	1		
		AB 50	1 170	2		
		AB 16	928	1		
		Partie ZH 98	3 900	6		
		ZI 126	700	1		
		AB 10	241	1		
		ZI 134	1 710	3		
		ZH 71	826	1		
		ZH 105 – 112 – fd 96	5 000	8		Zone à risque gestion des eaux. A reclasser en N sauf la 105
		ZC 29 – 28 – 1 – 87	10 980	16		UJ – A reclasser en A
		ZC 120 – 105	3 210	5		UJ – A reclasser en A
		AC 214 – 215 – 216 – 217 – 385 – 510 – 509 – 221 – 225	4 990			UJ – A reclasser en NJ
		ZR 1 -3	6 500	10		UJ – A reclasser en NJ
		ZP 68	3 980	6		UJ
		ZP 130	2 300	3		UJ – A reclasser en NJ
		ZI 37 – 36 – 96 (UJ) ZI 132 (U)	6 670	10		UJ – A reclasser en NJ
		ZI 67	4 370	7		UJ – A reclasser en A ou N
		AC 253 – 257 – 258 – 255 – 256 - 245 – 389	6 850	10		UJ – A intégrer dans l'OAP
		AC 284	3 400			UJ – A reclasser en N
		AC 369 – 391 – 368	4 500			UJ – A reclasser en N
		AB 160 – 380	1 010			UJ – A reclasser en Np
		ZH 17	1 580	2		UJ – A reclasser en N
		ZC 97 – 99	3 060			A reclasser en A
		AC 199 – 551 – 200 – 206 – 208	2 140			UJ – A reclasser en NJ
TOTAL U (dont Uj)	28			190	190	
Flixecourt		AE 85	862	2		
Pôles intermédiaire structurant		AE 136p – 99 – 122 et fonds 96 – 97	12 070	24		
20 log/ha		AI Fonds 439 à 454	3 100	6		
		AH 292 – 293	560	1		
		AI 247	480	1		
		AI 881 – 320 – 319 – 318 – 324 - fond 325 – fond 326 – 321	5 840	12		
		AI 352 – 787 - 786 – 350 – 351p – 349 – 348p – 343 – fond 342 – fond 339	9 260	19		A intégrer à l'OAP sectorielle AU
		AK 202 – 206 – 207 – 210p – 211p – 212 – 646p – 647p – 219 – 377 – 378	7 200	14		
		AK 232	390	1		
		AK 252	3 900	8		Reclasser en UD si compris dans groupe scolaire
		AM 231 – 232	36 280	73		Coup parti – A reclasser en A ou en N

		AM 219 – fonds 221 – 222 - 218	5 700	11		Reclasser les fonds en NJ
		ZE 3 – 46	6 760	14		A reclasser en A
		ZH 64p	1 570	3		A reclasser en A
		AM 139p	4 090	8		
		AK 289 – 296	860	2		
		AM 259	2 050	4		A reclasser en A
		AM 260	1 600	3		A reclasser en A
		AK 302	550	1		
		AK 176 – 597 – 596 – 195 – 186	3 900	8		
		AK 81 88 89 90 91	4 800	10		Mettre trame EBC
		AD 129 – fonds 287 – 289 – 290 - 133 – 134 – 135 – 136 – 137	3 200	6		
		AB 80 – 81 – 82	8 450	17		A reclasser en Np
		AD 283 – 284 et partie 94	3 800	8		
		AD 312	3 960	8		Mettre trame EBC
		AL 425 partie Est	1 780	4		
		AL 425 partie ouest	3 360	7		
		AL 322 – 323 – 10 – 11 AB 6 – 7 – 5 – 3 – 314 – 370 – 379 – 380 – 68 – 69 – 52 – 54 – 56 – 57 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 51 – 60 – 16 – 17 – 95 – 96 – 62 – 21	19 560	39		
		AE 54	485	1		
		AL 211 – 212		1		
		ZD 76	2 560			Reclasser en A
		ZD 80	3 400			Reclasser en UD
		AK 557 – fonds 564 – 544 – 381 – 532	3 900	8		
		AL 218	946	2		
		AH 224 à 249 et 211 à 262 et 3	7 470	15		UJ – A reclasser en NJ
		AH Partie 124 – 132 – 292 – 293	2 650	5		UJ - A reclasser en A ou en N
		ZB 55	2 240			UJ - A reclasser en A ou en N
		ZB 76 – 73 – 72	1 990			UJ boisé - A reclasser en A ou en N
		AM 224 à 230 sauf 228	5 580	11		UJ – A reclasser en NJ
		AK fonds 279 – 280 – 285 – 286 – 289 – 290 – 292 – 601 – 600 – 296 – 300 – 301 – 302 – 304 – 305 – 308 – 309 – 573	11 830	24		UJ - A reclasser en NJ
		ZK 101 – 102 – 103 – 104 – 702 – 701 – 372 – 549 – 548 – 539 – 538 – 560	8 350	17		UJ - A reclasser en NJ
		AK 356 – 591	1 640	3		
		AM 137	9 600	19		
		AK 320 – 621		20		Coup parti Place Vogel
TOTAL U (dont Uj)	93			438	438	
Franqueville						
		B0 172 – 173	700	1		
Commune rurale		B0 324 – 187	1 450	2		
RU : 10 %		B0 196 – 197	1280	2		
13 logts/ha		B0 205 – 206	1170	2		
		B0 222	1600	2		A reclasser en A
		B0 273	750	1		
		B0 274	700	1		
		B0 359 – 360	2100	3		
		B0 partie 327 sud – sud 425 – 428	3000	4		A reclasser en A
		B0 partie 327 nord	1180	2		
		B0 214	1560	2		A reclasser en A



		B0 119 – 468 – 467 – 145	4800	6		UJ - A reclasser en A
		B0 98	2000	3		UJ - A reclasser en A
		Partie ZD 6	1360			UJ - A reclasser en A
		B0 157	1200	2		UJ - A reclasser en A ou en N
		B0 163 – p 181 – 162 – 182 – 325 – p183 – p 186 – p187 -188 – p416 – 400 – 415 – 194 – p196 – 195 -159 – p198 – 199 – p200 – 201 – P 206 – 445 – 363	32960	43		UJ - A reclasser en A ou en N
		B0 48	1140	1		UJ - A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	9			75	75	
Fransu						
		D0 118 – 119 – 120 – 121 – 122	640	1		
Commune rurale		D0 160 – 161 – 282 – 172 – 170	1 630	2		
RU : 10 %		D0 195	690	1		
13 logts/ha		D0 211p	1 060	1		
		D0 223	1 000	1		
		D0 287	2 497	3		U et UJ – UJ à reclasser en A ou en N
		D0 369p	900	2		
		D0 5 – 292	720	1		
		D0 21	800	1		
		D0 17	340	1		
		D0 36 – 34 – 35	2 190	3		
		D0 308	1 440	2		
		D0 61 – 62	1 330	2		
		D0 85 – 86	500	1		
		D0 95 – 96	500	1		
		D0 329 – 331	350	1		
		D0 148	1 000	1		
		D0 347p – 254p – 123 – 124 – 125 – 126 – 127p – 130 – 340 – 341 – 132 – 134	8 600	11		UJ – A reclasser NJ
		D0 204 203 202 201 200 197 371 373 372	7 930	10		UJ – A reclasser A
TOTAL U (dont Uj)	14			46	46	
Halloy-les-Pernois						
		AC 207 – 205 – 168 – 169	3 220	4		A reclasser en N
Commune rurale		AC 80	700	1		
RU : 10 %		AC 75	740	1		
13 logts/ha		AC 73	628	1		
		AC 71 p	620	1		
		AC 177 et 67	986	1		
		AC 62p – 60	1 052	1		
		AB 249 – 250	905	1		
		AB 252	1 520	2		
		AB 61 – 66p et 235	1 760	2		
		AB 59p	578	1		
		ZD 92p	1 460	2		A reclasser en A
		AB 117p	443	1		
		AC 134	462	1		
		AC 164	800	1		
		AC 104	540	1		
		AC 194	560	1		
		AC 141	956	1		
		AC 116	1 020	1		
		AB 127	1 080	1		Zone à risque gestion des eaux pluviales – A intégrer dans la zone AU

		AB 136 – 137 – 138 – 139 – 140	1 560	2		Zone à risque gestion des eaux pluviales – A intégrer dans la zone AU
		AB 224 – 57	1 700			A reclasser en A ou en N
		AB 31	1 390			A reclasser en A
		AC 173 – 113 – 110	4 910	6		UJ – A reclasser en N
		AC 72 – 76 – 219 – 78 – 81 – 82 – 83 – 85 – 86 – 88 – 169 – 168 – 205- 207	9 900	13		UJ – A reclasser en N
		ZA 3	1 600	2		UJ - A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	15			50	50	
Havernas						
		B0 3 et 4	664	1		Zone à risque gestion des eaux pluviales
Commune rurale		B0 17 – 19 – 20 – 21	2 720	4		
RU : 10 %		ZE 1 et 17	1 400	2		
13 logts/ha		ZE 4 – 5 et 6	6 760	9		
		Partie B0 520	2 260	3		
		B0 62	1 130	1		
		B0 58 – 465	1 508	2		
		B0 90 – 91 – 92 – 93 – 88	6 940	9		
		B0 281 et 282p	2 290	3		
		B0 637 – 636	2 040	3		
		B0 95 – 96	800	1		
		B0 575	1 030	1		
		B0 122	895	1		
		B0 234 – 604	880	1		
		ZD fond 32	1 530	2		
		B0 199 – 200 – 201 – 469 – 467	4 450	6		UJ – A reclasser en A ou en N
		ZD 58	1 715	2		A reclasser en A
		ZC 124 – 123 – 122 – 52 – 53 B0 Fonds 1 – 2 – 3 – 4 – 7 – 8 – 457 – 420 – 11 – 12 – 13	9 200	12		UJ – Zone à risque gestion des eaux pluviales – A reclasser en NJ
		B0 Partie 497	2 500	3		A reclasser en Np
TOTAL U (dont Uj)	20			66	66	
Lanches-Saint-Hilaire						
		B0 336 – 337	2 480	3		A reclasser en N
Commune rurale		B0 342	1 290	2		
13 logts/ha		B0 452	1 190	2		Bois / A reclasser en N
RU : 10 %		B0 432	650	1		
		B0 353 – 444 – 443	3 500			UJ - A reclasser en NJ
		A0 487 – 535 – 484 – 561	2 270	3		
		A0 479 et fond 480	1 380	2		
		A0 477 – 476	760	1		
		A0 541	742	1		
		A0 505 – 506	2 500	3		
		ZE 57 – 59 – 67 et fond 30	4 400	6		Reclasser ZE 67 – 69 et 30 en A ou en N
		A0 555 – 580	810	1		Bois et accès maison - A reclasser en N
		A0 576 – 578	880	1		
		ZE 13p	634	1		
		A0 442	855	1		
		A0 460 – 461 – 462	1 090	1		Zone à risque gestion des eaux pluviales
		A0 414 – 604 – 597	2 430	3		
		A0 451	1 120			UJ - A reclasser en N ou en A



		ZE 9 – 10 A0 436 – 437	6 970	9		UJ - A reclasser en N ou en A
		A0 423 – 424 – 425 – 421 – 600 – 598 – 599 – 418 – 417 – 413 – 416 – 597 – 414 – 412 – 411 – 410 – 405 – 406 – 408	22 040	29		UJ - A reclasser en N ou en A
		A0 475 – 478 – 479 – 480 – 483 – 490	6 830	9		UJ – A reclasser en N
		B0 338	1 910	2		UJ – A reclasser en N
TOTAL U (dont Uj)	16			81	81	
L'Étoile		AM 172	2 210	3		PPRI
Bourg		AH 405	480	1		Axe de ruissellement
15 log/ha		AH 95	470	1		
		AH 375	713	1		
		AH 14 – 15 – 16p	676	1		
		AE 91	465	1		
		AE 76 – 78 – 79 – 80 – 81	2 700	4		Périmètre rapproché du captage d'eau potable de l'Étoile – A reclasser en A ou en N
		AE 58 – 59 – 448	1 920	3		
		AE 33 – 35 – 36	1 390			Mettre en trame EBC
		AE 356 – 357 – 30	1 720	3		
		AE 285p – 287	700	1		
		AD 51	862	1		A reclasser en UE ? - PPRI fort fond de parcelle
		AE 490 – 222 – 247 – 232 – 228	7 870	12		U et UJ – UJ à reclasser en N – PPRI fort
		Fonds AE 249 – 250 – 328 – 427 – 426	2 490			UJ – A reclasser en N car PPRI
		AE 443 – 442 – 377 – 189 – 187	5 500	8		U et UJ - Partie UJ à reclasser en NJ
		AE 203 – 192	5 340	8		UJ – A reclasser en N
		AE 140	380	1		
		AE 411 – 161	615	1		
		AH 425 – 426 – 545	870	1		
		AH 529 – 531 – 533p	1 000	2		
		AH 509	400	1		
		AH 501	830	1		
		ZA 62 et 63	1 270			A reclasser en A ou N
		AE 352 – 359 – 353 – 360 – 18	1 000	2		UJ – zone à risque gestion des eaux pluviales (parcelle AE352)
		AE 300 – 299 – 475 – 302	6 970	10		UJ – A reclasser en N (PPRI)
		AD 68 – 67	3 720	6		UJ – A reclasser en N
		AD 60 – 61	1 960	3		UJ – A reclasser en N
		AD fonds 261 – 74 – 72 – 70 – 69 – 66 – 65 – 59 et fond 58	7750			UJ – A reclasser en N (PPRI)
		AE et AH fonds 433 – 513 – 512 – 539 – 537 – 254 – 533 – 531 – 529 – 527 – 258 – 523 – 521 – 519 – 517 – 515 – 513 – 511 – 509 – 507 – 360 – 495 – 493 – 491 – 489 – 187 – 184 – 183 – 180 – 179 – 176 – 172 – 171 – 168 – 167 – 163 – 162 – 152 – 158 – 159 – 155 – 154 – 151 – 150 – 147 – 146 – 144 – 143 – 142 – 141 – 140 – 139 – 253 – 251 – 248 – 180 – 179 – 74 – 75 – 77 – 76 – 216 – 631 – 636 – 635 – 634 – 633 – 632	37 380	56		UJ - A reclasser en N ou NJ (AH 187 à 141)

		AM 573 – 99 et fond 571	1 750	3		UJ – A reclasser en N (PPRI)
TOTAL U (dont Uj)	10			133	133	
Pernois		AE 218 - 5	1 450	2		
Commune rurale		AE 9 – 10 – 11 – 13 – fond 12	5 200	7		Reclasser la partie UJ en Nzdh (ZDH)
RU : 10 %		Partie AB 24	750	1		
13 logts/ha		AB 2	1 100	1		
		AC 188	1 000	1		
		AC 7 – 307 – 309	2 750	4		
		AC 12	566	1		
		AC 15	810	1		
		AC 39 – 37 – 34 – 38 – 265 – 38	9 400	12		U et UJ – U et UJ à reclasser en N
		AC 28 – 27 – 193 – 194 – 298	3 800	5		UJ - A reclasser en NJ
		AD 160 – 9 – 161	2 500	3		
		AD 138 – 12 – fd 19	4 750	6		
		AD 118 – 120	2 500	3		
		AD 104 – 105 – 107 – 127 – 108 – 109 – 110 – 106	4 300	6		UC et UJ – A reclasser en A ou en N
		AD 80	682	1		Axe de ruissellement à proximité
		AD 89	1 150	1		Mettre trame EBC – Axe de ruissellement à proximité
		AD fd 97 – 98	619	1		
		AD 92 – 140 – 142	2 240	3		
		AD 156 – 157	910	1		
		AB 169	900	1		
		AE 142	1 460	2		
		AE 138 – 136 – partie 137	3 470	5		A reclasser en A ou N
		AE 186 – 187	3 110	4		Axe de ruissellement
		AE 195	1 360	2		
		AE 128 – 130 – 131	9 450	12		A reclasser en A
		AE 125 – 126 – 127	6 160	8		Partie UJ à reclasser N - Axe de ruissellement
		AC 203 – 204 – 74 – fd 73 – 253 – 84	4 540	6		
		AC 147	1 070	1		
		AC 300	3 730	5		
		AB 74	828	1		
		AE 96 – 95	1 870	2		
		Partie AE 202	1 570	2		Zonage ZDH + élément paysager A reclasser en A ou N
		AE 205 et fd 208	960	1		
		AB 188 – 189 – 190 – 191	1 830	2		
		AB 196 – 197 – 78 – partie 262	3 550	5		
		AE 144 – 147 – 274 – 275 – 252	2 940	4		UJ – A reclasser en NJ
		AC 121 – 124 – 126 – 198 – 139	4 000	5		UJ – A reclasser en A ou N
		AC 143 – 325 – 142 – 140 – 131 – 130 – 304 – 123 – 140	12 656	16		U et UJ – UJ à reclasser en A ou N
		AC 164 – 53	1 430			UJ – A reclasser en N et/ou mettre trame EBC
		AB 43 – 45 – 46 – 47 – 48 – 49 – fd 50	9 500	12		UJ - A reclasser en A ou NJ
TOTAL U (dont Uj)	40			158	158	
Ribeaucourt		B0 377 – 295 – 17 – 297 – 23	9 724	13		UJ - A reclasser en N
Commune rurale		B0 33	850	1		
RU : 10 %		B0 73	614	1		



13 logts/ha		B0 76 – 77 – 78	860	1		Partie UJ à reclasser en A ou N
		B0 79 – 313 – 314 – 81 – 83 – 82	6 990	9		U et UJ
		ZD 67	880	1		
		ZD 12 – 14 – 47 – 16 – 15 – 47	18 150	24		Partie UJ à reclasser en A ou N – Axe de ruissellement
		B0 253p – 116 - 121 – 95 – 97 - 125 – 121 – 120 – 119 – 303 – 112 – 108 – 107 – 102 – 106 – 101 – 99 – 98 – 94 – 394	36 610	48		U et UJ – A reclasser en A ou N
		B0 335 – 334 – 332 – 160 – 157 – 129 – 126 – 158 – 159	6 630			UJ – A reclasser en NJ
		B0 173 – 264 – 263 – 172	2 500	3		UJ – A reclasser en A ou N
		B0 355 – 356 – 354 – 353	1 200	2		
		B0 218	8 020	10		Partie UJ à reclasser en A ou N
		B0 229 – 395	3 590	5		U et UJ
		B0 222 – 258 – 318 – 317 – 272 – 320 – 401	4 370			UJ – A reclasser en A ou N
		B0 233 – 234	1 690	2		U et UJ
		B0 135 – 132 – 133	1 800	1		
		ZD 23	2 090	3		A reclasser en A
		B0 33 – 44 – 45 B0 67 – 68 – 69 – 32 – 37 – 39 – 43 – 42 – 46 – 308 – 386 – 62 – 53 – 54 – 67 – 302 – 60 – 63 – 64 – 67 – 68 – 65 – 69	38 330	50		UJ - A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	19			173	173	
Saint-Léger-les-Domart						
		AB 261	1 810	3		Mettre trame EBC ou reclasser en A ou N
Pôle relais équipements et services		AB 279	2 050	3		
15 log/ha		AB 90 – 231 – 233	1 630	2		
		AC 309	500	1		
		TO 144p	640	1		
		AC 382 – 383 TO 154 – 153	3 930	6		
		TO 87 – 81	12 360	19		Coup parti
		TO 133	1 770	3		
		AH 32	400	1		
		AH 285 – 452	1 000	2		Reclasser en A
		AH 452	1 800	5		Coup parti
		AE 339 – 345	883	1		
		AE 63 – 64 fonds 65 – 440 – 68 – 69 – 523 – 522	4 300	6		
		AE 208 – 415 – fonds 401 à 372	6 440	10		A intégrer à l'OAP Cité St Charles
		AD 90	700			A reclasser en N
		AC 80 et fond 76	3 400	5		A reclasser en N (le long de la rivière)
		AD 158	515	1		
		AC 257 – 259 – 261 – 64p	3 360	5		
		AC 43 – 91	1 200	2		
		AC 376 – 377 – 360 – 71 – fond 336 – 359	5 600	8		
		AC 99 – 100 – fond 267 – 292 – 103	1 780	3		
		AH 12 – 13 – 14 – 242 – 237 – 236 – 225 – 224 – 216 – 267 – 210 – 211 – 209 – 208 – 207 – 206 – 205 – 204 – 203 – 202 – 201	9 570			UJ – mettre trame EBC ou reclasser en A

		AH 286 – 287 – 288 – 289 – 290 – 291 – 292 – 293 – 294 – 295 – 296 – 297 – 298 – 299 – 300 – 301 – 302 – 303 – 304 – 305 – 326 – 327 – 328 – 329 – 330 – 331 – 332 – 333 – 334 – 335 – 336 – 337 – 338 – 339 – 340 – 142 – 342 – 343 – 344 – 345 – 346 – 347 – 348 – 349 – 350 – 351 – 352 – 353 – 325 – 324 – 323 – 322 – 321 – 320 – 319 – 318 – 317 – 316 – 315 – 314 – 313 – 312 – 311 – 310 – 309 – 308 – 307	7 830			UJ - A reclasser en N
		AH 147	900	1		UJ
		AC 38	2 160	3		UJ – A reclasser en A ou en N
		AD 16	1 030			UJ - A reclasser en N
		AD 22	773			UJ - A reclasser en N
		AE 177 – 597 – 179 – 526 – 204	5 900	9		UJ – A intégrer dans l'OAP Cité St Charles
		AH 460	1 800	5		Coup parti – Périmètre de protection de captage rapproché
		AE 87 – 81	13 000	21		Coup parti
		AC 201	887	1		
		AC 315 – 338	457	1		
TOTAL U (dont Uj)	33			127	127	
Saint Ouen						
		AC 17	453	1		
Pôle de proximité structurant		AD 185 – 187 – 188	3 500	5		
15 log/ha		ZB 2p – ZB 9 à 39 – 40	30 060	45		UJ – A reclasser en N
		ZB 255 – 137	1 790	3		
		ZB 139	1 410	2		
		ZB 135	2 660	4		« coup parti »
		ZB 270 – fond 271p – fond 272 – fond 273 et 274	8 820	13		
		AB 184 – 156	1 320	2		
		AB 281 - 644 – 266 – 639	2 300			Espace public à reclasser en UD
		AB 73 – 246 – 609 – 613 – 617 -620 – 621 – 625 – 625 – 627 – 631 – 635	2 920	4		
		AB 306 – 307	400	1		
		AC 414	550			Espace public à reclasser en UD
		ZB 254	2 400	4		UJ – Reclasser en N – Protection des espaces boisés
		AD 172 – 193 – 173 – 232 – 230 – 175 – 176 – 177 – 178 – 179 – 180 – 201 – 200	16 570			UJ – A reclasser en N ou en NJ
TOTAL U (dont Uj)	10			84	84	
Surcamps						
		ZD 1 et A0 655	1 370	2		
Commune rurale		A0 49	2 520	3		
RU : 10 %		A0 24 – 659	1 260	2		
13 logts/ha		A0 17	489	1		
		A0 18	586	1		
		A0 9	376	1		
		A0 32	659	1		UJ – A reclasser en A ou en N
		A0 35	560	1		UJ – A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	7			11	11	



Vauchelles- Les-Domart		B0 14 – 278 – 100 – 101 – 110 – 111 – 245	9 830	13		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A ou N - Axe de ruissellement
Commune rurale		B0 - 294 et 300 – 316 – 8 P - 32 - 21 - 28 - 27 – 24 – 23 – 258 – 259 - 13 – 314 – 315 – 9 – 298 – 296	10 860	14		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A ou N
RU : 10 %		B0 – 54 – 53 – 308 – 6 – 7 – 8 – 19	11 000	14		U et UJ – Partie UJ à reclasser en A ou N
13logts/ha		B0 48 – 50	625	1		
		B0 293	986	1		Axe de ruissellement à proximité
		B0 41 – 42 – 306	1 320	2		Axe de ruissellement
		B0 326	1 300	2		A reclasser en N ou en A
		B0 119	1 130	1		Axe de ruissellement
		B0 125	1 620	2		UJ – A reclasser en N
		B0 286 – 285 - 284 - 283 – 282	1 950			UJ – A reclasser en A ou en N
		B0 86	560	1		A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	11			51	51	
Vignacourt		AC 148	1 740	3		
Pôle relais équipements et services		AC 161	3 570	5		
15 log/ha		AD 229	1 000	1		A reclasser en A ou en N
		YN 29	2 180	3		Axe de ruissellement
		YN 27	945	1		
		AD 211	3 740	6		
		AD 150	2 100	3		
		AC 114	694	1		
		AC 79 – 87 – 88 – 90 – 78 – 220 – 207 – 82	17 215	26		U et UJ - Reclasser la partie UJ en A ou N
		AD 35 – 31	3 370	5		
		AD 83 – 84 – 86 – 87 – 88 – 89 – 90 – 96 – 97	12 000	18		
		AD 79 – 78	1 100	2		
		AE 103 – 104 – 181	5 400	8		
		AE 233 – 234	2 500	4		
		AH 141 – 144	6 520	10		UJ – A reclasser en A ou en N
		AH 84 – 85 – 86 – 87 – 88 – 89 – 90 – 91 – 92 – 93 – 94 – 95	8 600	13		U et UJ - Reclasser la partie UJ en A ou N
		AD fond 76 et fond 77	700	1		
		AI 196 – 198 – 112 – 113	4 330	6		
		AI 150 – 151 – 153 – 154 – 155	860	1		
		XA 30	3 360			UD à justifier ou reclasser en A ou en N
		Partie AE 1	3 200	5		
		AE 196	920	1		
		AK 175 – fd 118 – fd 117 – 115 – fd 116	1 190	2		
		AK fd 107 – fd 106 – fd 105 – fd 104 – fd 103 – fd 102	1 280	2		
		AK fd 96 – fd 95 – fd 94 – fd 93 – fd 92 – fd 91 – fd 90	1 800	3		
		AK fd 89 – fd 135 – fd 87	1 500	2		
		AB fond 229 – 232	1 140	2		
		XA 40	411	1		
		XA 43	9 970	15		
		AL 75p	430	1		
		AL 54 – 55 – 58 – 59 – 93 – 63 – 66 – 67 – 68 – 70	2 300	3		
		AL Fd 49	490	1		
		AL 43 – 44	1 700	3		
		AL Fond 35 – 91 – 33 – 30 – 29 – 28	2 700	4		

		AL 14	690	1		
		AL 19	770	1		
		AL 7	690	1		
		AA fond 190 – 14 – 15 – 16 – 17 – 20 – 22 – 181 – 39	10 800	16		
		AA Fond 50 – 51 – 52 – 53	1 690	3		
		AA 63 – 70	842	1		
		AA 75 – 76 – 79 – 89 – 90 – 70 – 72 – 73 – 74 – 77 – 86	3 800	6		
		AA 113	530	1		
		AA 168	770	1		
		AA 200 – 199	2 260	3		
		AA 150 – 153	960	1		
		AA 152	860	1		
		AA 99 – 103 – 104	11 160	17		« coup parti »
		AA 144 – 157 – 158 – 159 – 160 – 162	2 600	4		
		AA 193 – 147	430	1		
		YH 42	510	1		
		AB 19 – 18 – 12 – 330 – 332 – 17 – 18 – 20 – 21	8 480	13		U et UJ - Reclasser la partie UJ en A ou N
		AB 208 – 207 – 206	2 350	4		U et UJ - Reclasser la partie UJ en A ou N
		AB 77 – 75 – 81	745	1		
		ZE 46	1 700	3		
		AB 80 – 82 – 84 – 85 – 86 – 88 – 89 – 91 – 117 – 120 – 123 – 358 – 125 – 127 – fond 92 – 93 – 94 – 115 – 116	8 340	13		UJ - A reclasser en NJ
		AB 168 – 308 – 309 – 307 – 311 – 174 – 175 – 310 – 178 – 177 – 185 – 186 – 353 – 190 – 196 – 197 – 204 – fd 220 – fd 221 – fd 222 – fd 223 – fd 199 – 325 – fd 195 – fd 193 – fd 191 -307	20 900	31		UJ – A reclasser en A ou en N
		AK 44 – 45 – 46 – 36	4 470	7		UJ – A reclasser en N
		AI 101 – 98 – fd97 – 94 – 93 –fd 92 – fd 89 – fd88 – 82 – 81 – 80 – 76 – 79 – 77 – 68 – 63 – 57 – 58 – 61 – fd 65 – fd 66	24 370	37		UJ – A reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	39			327	327	
Ville-le-Marclet		AL 208 129	20 000	40		Friche Saint Frères en zone UC
Pôle intermédiaire structurant		AL 200 – 201 – 196 – 197	1 150	2		
20 log/ha		AL 70	1 030	2		
		AL 61 – 239	2 640	5		
		AL 211 – 212	680	1		« coup parti »
		AK 75 – 318 – 319	930	2		Axe de ruissellement
		AK 79	250	1		
		AK 85	440	1		
		AK 303 – 325 – 327	2 450			A reclasser en UD
		AK 111 – 155 – 157 AK 291 – 290 – 317 – 316 – 111 – 112 – 115 – 336 – 120 – 121 – 124 – 125 – 127 – 129 – 227 – 229 – 134 – 139 – 140 – 215 -186 – 147	16 200	32		UJ – A reclasser



		AK 283	839	2		Reclasser en N - EBC - Bois à préserver – Axe de ruissellement
		ZK 5	3 000			Maison isolée : A reclasser en N
FEUILLE 2		ZE 99 – 100 – 101 – 102 – 103 – 104 – 105 – 106 – 107 – 108 – 109	4 290	9		UJ – A reclasser en N
		ZE 69 – 121 – 122 – 123 – 124	2 630	5		
		ZE 110 – 111 – 112 – 113 – 114 – 115 – 116 – 117 – 118 – 119 – 120	2 950			Reclasser en NJ
		ZE 29 – 54	2 000	4		
		ZE 45 AC 335 – 27 (Saint Ouen)	1 100	2		
		ZE 42 – 41	1 000	2		Reclasser en A ou en N
TOTAL U (dont Uj)	5			110	110	
TOTAL GENERAL	446				2471	

Annexe 3 : Parcelles UJ à reclasser

	Références cadastrales	Superficie	Logements	Observations
Bouchon	B0 323 et fond 324	2 400	3	UJ – A reclasser en A ou en N
	ZH 26	2 320	3	UJ - A Reclasser en A ou N
	Fond 468 – 451 – 478 – 480 – 443	4 270		UJ – A reclasser en NJ
	B0 417 et fond 416	4 930	6	UJ - A reclasser en A ou en N
	ZL 45	2 910	4	UJ - A reclasser en A ou en N
	ZN 8 – 9 – 10 et fond 11	913	1	UJ - A reclasser en A ou en N - PPRI Faible
	B0 399 – 394 – 398 – 395 – 459 – 396	2 500	3	UJ – A reclasser en A ou en N
Bettencourt Saint Ouen	Fond 830 et fond 104	290	0	UJ – Partie UJ à reclasser en A ou N
	ZA Fond 116	1 900	2	UJ – Partie UJ à reclasser en A ou en N
	AO 416 – 415	3 090	4	UJ – A reclasser en A ou en N
	AO 27- 65 – 732 – 67 – 66 – 68 – 69 – 70 – 71 – 813 – 791 – 792 – 812 – 810 – 809 – 808 – 807	11 110	14	UJ – A reclasser en N ou en NJ
Berteaucourt -les-Dames	AH 73	2 260	3	UJ – A Reclasser en A
	AB 12 – 13 – 162 – 163	4 118	6	UJ – A reclasser en A ou N
	AH 92-93– fd 190 – 192 -176 – 181 – 167	2 740	4	UJ – Reclasser en A ou N sauf la 149
	AH 138 – 140 – 225 – 224 – 131 – 133 – 127 – 125 – 112 -124 – 123	4 100	6	UJ – Reclasser en A ou en N
	AH 233 – 234	1 020	2	UJ – Reclasser en A ou en N
	AE 38 – 39 -40	782		UJ – Reclasser en A ou en N la partie en ZDH
	AE 21 – 27	2 920	4	UJ – A reclasser en N et en NJ
	AE Fd 180 – 126 -127 – 128 – 32	1 460		UJ – A reclasser en N
Canaples	AD 56	356	0	UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
	AD 33	230	0	UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
	AC 117 – 118	1 300	2	UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
	AC 36	1 300	2	UJ en ZDH – A reclasser en Azdh ou Nzdh
	AA 96 – p34 – 35	8 335	11	UJ – A reclasser en A ou en N – ZDH
	AB 63 – 62	8 030		UJ - ZDH reclasser en N
	Fond AC 9	950	1	UJ - ZDH reclasser en N
	AC 114 – 111 – 108 – fd 16 - fd 101 – fd 18 -fd19 – 25 – 26 – 27 – 28 – 29 – 31 - 32 – fd 34 – fd 35 – fd 37 – fd 38 – fd 39 -fd 40 – fd 41 – fd 42 – fd 43 – fd 44 – fd 73 – fd 99	27 420	36	UJ - ZDH reclasser en N
	AC 48 -47 – 46 – 45 – 95 – 17	2 500		UJ - ZDH reclasser en N
	AH 36	1 930	2	UJ – A Reclasser en NJ
	AH 54 – 55	7 200	9	UJ – A reclasser en N
	Partie AH 16 – 9	2 360	3	UJ – A reclasser en N
	AH 10 – 11 – 12	1 150	1	UJ – A reclasser en N
	AE 47 – partie 48 – 45	9 140	12	UJ – ZDH – A reclasser en N
	D0 767 – 523 – 524	3 470		UJ- A reclasser en A ou en N
Fd AE 68 – fd 67 -72 – 73 – 74 – 77 – 75 – 76 – 78	11 050	14	UJ- A reclasser en A ou en N	
Domart-en-Ponthieu	ZC 29 – 28 – 1 – 87	10 980	16	UJ – A reclasser en A
	ZC 120 – 105	3 210	5	UJ – A reclasser en A
	AC 214 – 215 – 216 – 217 – 385 – 510 – 509 – 221 – 225	4 990		UJ à reclasser en NJ
	ZR 1 -3	6 500	10	UJ à reclasser en NJ
	ZP 130	2 300	3	UJ – A reclasser en NJ
	ZI 37 – 36 – 96 – partie 132	5 440	8	UJ – A reclasser en NJ
	ZI 67	4 370	7	UJ – A reclasser en A ou N
	AB 160 – 380	1 010		UJ – A reclasser en Np
	ZH 17	1 580	2	UJ – A reclasser en N
	AC 199 – 551 – 200 – 206 – 208	2 140		UJ – A reclasser en NJ
	AC 284	3 400		UJ – A reclasser en N
	AC 369 – 391 – 368	4 500		UJ – A reclasser en N



Flixecourt	AH 224 à 249 et 211 à 262 et 3	7 470	15	UJ – A reclasser en NJ
	AH Partie 124 – 132 – 292 – 293	2 650	5	UJ - A reclasser en A ou en N
	ZB 55	2 240		UJ - A reclasser en A ou en N
	ZB 76 – 73 – 72	1 990		UJ boisé - A reclasser en A ou en N
	AM 224 à 230 sauf 228	5 580	11	UJ – A reclasser en NJ
	AK fonds 279 – 280 – 285 – 286 – 289 – 290 – 292 – 601 – 600 – 296 – 300 – 301 – 302 – 304 – 305 – 308 – 309 – 573	11 830	24	UJ – A reclasser en NJ
	AK 101 – 102 – 103 – 104 – 702 – 701 – 372 – 549 – 548 – 539 – 538 – 560	8 350	17	UJ – A reclasser en NJ
Franqueville	B0 119 – 468 – 467 – 145	4800	6	UJ - A reclasser en A
	B0 98	2000	3	UJ - A reclasser en A
	Partie ZD 6	1360		UJ - A reclasser en A
	B0 157	1200	2	UJ - A reclasser en A ou en N
	B0 163 – p 181 – 162 – 182 – 325 – p183 – P 186 – p187 -188 – p416 – 400 – 415 – 194 – p196 – 195 -159 – p198 – 199 – p200 – 201 – p 206 – 445 – 363	32960	43	UJ - A reclasser en A ou en N
	B0 48	1140	1	UJ - A reclasser en A ou en N
	Fransu	D0 287	397	1
D0 347p - 254p – 123 – 124 – 125 – 126 – 127p - 130 – 340 – 341 – 132 – 134		8 600	11	UJ – A reclasser NJ
D0 204 - 203 - 202 - 201 - 200 - 197 - 371 - 373 – 372		7 930	10	UJ – A reclasser A
Halloy-les-Pernois	AC 173 – 113 – 110	4 910	6	UJ – A reclasser en N
	UJ nord-est 72 à 207	9 900	13	UJ – A reclasser en N
	ZA 3	1 600	2	UJ - A reclasser en A ou en N
Havernas	B0 199 – 200 – 201 – 469 – 467	4 450	6	UJ – A reclasser en A ou en N
	ZC 124 – 123 – 122 – 52 – 53 B0 Fonds 1 – 2 – 3 – 4 – 7 – 8 – 457 – 420 – 11 – 12 – 13	9 200	12	UJ – Trame gestion des eaux pluviales A reclasser en NJ
	B0 Partie 497	2 500	3	UJ – A reclasser en Np
Lanches-Saint-Hilaire	B0 353 – 444 – 443	3 500		UJ - A reclasser en NJ
	A0 451	1 120		UJ – A reclasser en A ou en N
	ZE 9 – 10 et A0 436 – 437	6 970	9	UJ – A reclasser en A ou en N
	A0 423 – 424 – 425 – 421 – 600 – 598 – 599 – 418 – 417 – 413 – 416 – 597 – 414 – 412 – 411 – 410 – 405 – 406 – 408	22 040	29	UJ – A reclasser en A ou en N
	A0 475 – 478 – 479 – 480 – 483 – 490	6 830	9	UJ – A reclasser en N
	B0 338	1 910	2	UJ – A reclasser en N
L'Étoile	AE 222 – 247 – 232 – 228	7 300	11	UJ – A reclasser en N
	Fonds AE 249 - 250 – 328 – 427 – 426	2 490		UJ – A reclasser en N car PPRI
	AE 443 et 442	3 950	6	UJ : Partie UJ à reclasser en NJ
	AE 203 – 192	5 340	8	UJ – A reclasser en N
	ZA 62			UJ – A reclasser en A ou en N
	AE 300 – 299 – 475 – 302	6 970	10	UJ – A reclasser en N (PPRI)
	AD 68 – 67	3 720	6	UJ – A reclasser en N
	AD 60 – 61	1 960	3	UJ – A reclasser en N
	AD Fonds 261 – 74 – 72 – 70 – 69 – 68 – 67 – 66 – 65 – 61 – 62 – 60 – 59 – 58	7750		UJ – A reclasser en N (PPRI)

	AE et AH fonds 433 – 513 – 512 – 539 – 537 – 254 – 533 – 531 – 529 – 527 – 258 – 523 – 521 – 519 – 517 – 515 – 513 – 511 – 509 – 507 – 360 – 495 – 493 – 491 – 489 – 187 – 184 – 183 – 180 – 179 – 176 – 172 – 171 – 168 – 167 – 163 – 162 – 152 – 158 – 159 – 155 – 154 – 151 – 150 – 147 – 146 – 144 – 143 – 142 – 141 – 140 – 139 – 253 – 251 – 248 – 180 – 179 – 74 – 75 – 77 – 76 – 216 – 631 – 636 – 635 – 634 – 633 – 632	37 380	56	UJ – A reclasser en N ou NJ (AH 187 à 141)
	AM 573 – 99 et fond 571	1 750	3	UJ – A reclasser en N (PPRI)
Pernois	AE 13 et fond 12	3 760	5	UJ – Reclasser en Nzdh (ZDH)
	AC 39 – 37 – 34 – 38 – 265 – 38	9 400	12	UJ – A reclasser en N
	AC 28 – 27 – 193 – 194 – 298	3 800	5	UJ – A reclasser en NJ
	AD 104 – 105 – 107 – 127 – 108 – 109 – 110- 106	4 300	6	UJ – A reclasser en A ou en N
	AE 125 – 126 – 127	4 170	5	UJ – Partie UJ à reclasser N (Axe pluvial)
	AE 144 – 147 -274 – 275 – 252	2 940	4	UJ – A reclasser en NJ
	AC 121 – 124 – 126 -198 -139	4 000	5	UJ – A reclasser en A ou en N
	AC 143 – 325 – 142 – 140 – 131 – 130 – 304 – 123 – 140	11 660	15	UJ – A reclasser en A ou N
	AC 164 – 53	1 430		UJ – A reclasser en N et/ou mettre trame EBC
AB 43 – 45 – 46 – 47 – 48 – 49 – fd 50	9 500	12	UJ – A reclasser en A ou NJ	
Ribeaucourt	B0 17 – 297 – 23	8 990	12	UJ – A reclasser en A
	B0 77 – 78	550	1	UJ – A reclasser en A ou en N
	ZD 12 – 14 – 47 – 16 – 15 – 47	16 000	21	UJ – A reclasser en A ou en N – Axe de ruissellement
	B0 125 – 121 – 120 – 119 – 303 – 112 – 108 – 107 – 102 – 106 – 101 – 99 – 98 – 94 – 394	32 610	42	UJ – A reclasser en A ou en N
	B0 335 – 334 – 332 – 160 – 157 – 129 – 126 – 158 – 159	6 630		UJ – A reclasser en NJ
	B0 173 – 172	1 190	2	UJ – A reclasser en A ou en N
	B0 218	6 270	8	UJ – A reclasser en A ou en N
	B0 222 – 258 – 318 – 317 – 272 – 320 – 401	4 370		UJ – A reclasser en A ou en N
B0 33 – 44 – 45 B0 67 – 68 – 69 – 32 – 37 – 39 – 43 – 42 – 46 – 308 – 386 – 62 – 53 – 54 – 67 – 302 – 60 – 63 – 64 – 67 – 68 – 65 – 69	36 950	48	UJ – A reclasser en A ou en N	
Saint-Léger-les-Domart	AH 12 – 13 – 14 – 242 – 237 – 236 – 225 – 224 – 216 – 267 – 210 – 211 – 209 – 208 – 207 – 206 – 205 – 204 – 203 – 202 – 201	9 570		UJ – Mettre trame EBC ou à reclasser en A
	AH 286 - 287 - 288 - 289 – 290 – 291 – 292 – 293 – 294 – 295 – 296 – 297 – 298 – 299 – 300 - 301 - 302 – 303 – 304 – 305 – 326 – 327 – 328 – 329 – 330 – 331 – 332 - 333 – 334 – 335 – 336 – 337 - 338 – 339 – 340 – 142 – 342 – 343 – 344 – 345 - 346 347 – 348 – 349 – 350 – 351 – 352 – 353 – 325 – 324 – 323 – 322 – 321 – 320 - 319 318 – 317 – 316 – 315 – 314 – 313 – 312 – 311 – 310 – 309 – 308 – 307	7 830		UJ – A reclasser en N
	AC 38	2 160	3	UJ – A reclasser en A ou en N
	AD 16	1 030		UJ – A reclasser en N
	AD 22	773		UJ – A reclasser en N
Saint Ouen	AB 9 à 40	27 000	41	UJ – A reclasser en N
	ZB 254	2 400	4	UJ – Reclasser en N – Protection des espaces boisés
	AD 172 – 193 – 173 – 232 – 230 – 175 – 176 – 177 – 178 – 179 – 180 -201 – 200	16 570		UJ – A reclasser en N ou en NJ
Surcamps	A0 32	659	1	UJ – A reclasser en A ou en N
	A0 35	560	1	UJ – A reclasser en A ou en N
Vauchelles-Les-Domart	B0 100 – 101 – 110 – 111 – 245	7 200	9	UJ – A reclasser en A ou en N
	B0 32 – 21 – 28 – 27 – 24 – 23 – 258 – 259 – 13 – 314 – 315 – 9 – 298 – 296	9 569	12	UJ – A reclasser en A ou en N
	B0 6 – 7 – 8 – 19	9 200	12	UJ – A reclasser en A ou en N



	B0 125	1 620	2	UJ – A reclasser en N
	B0 286 – 285 – 284 – 283 – 282	1 950		UJ – A reclasser en A ou en N
Vignacourt	AC 78 – 220 – 207 – 87 – 82	13 395	20	UJ – A reclasser en A ou en N
	AH 141 – 144	5 290	8	UJ – A reclasser en A ou en N
	AH 85 – 86 – 87 – 88 – 89 – 90 – 91 – 92 – 93 – 94 – 95	7 770	12	UJ – A reclasser en A ou en N
	AB 18 – 12 – 330 – 332 – 17 – 18 – 20 – 21	7 070	11	UJ – A reclasser en A ou en N
	AB 206 – 207	1 790	3	UJ – A reclasser en A ou en N
	AB 80 – 82 – 84 – 85 – 86 – 88 – 89 – 91 – 117 – 120 – 123 – 358 – 125 – 127 - Fond 92 – 93 – 94 – 115 – 116	8 340	13	UJ – A reclasser en NJ
	AB 168 – 308 – 309 – 307 – 311 – 174 – 175 – 310 – 178 – 177 – 185 – 186 – 353 – 190 – 196 -197 – 204 - fd 220 – fd 221 – fd 222 -fd 223 -fd 199 – 325 – fd 195 – fd 193 – fd 191 – 307	20 900	31	UJ – A reclasser en A ou en N
	AK 44 – 45 – 46 – 36	4 470	7	UJ – A reclasser en N
AI 101 – 98 – fd97 – 94 – 93 –fd 92 –fd 89 – fd88 – 82 – 81 – 80 – 76 – 79 – 77 – 68 – 63 – 57 – 58 – 61 – fd 65 – fd 6	24 370	37	UJ – A reclasser en A ou en N	
Ville-le-Marclet	AK 291 – 290 – 317 – 316 – 111 – 112 -115 – 336 – 120 – 121 – 124 – 125 – 127 – 129 -227 – 229 – 134 – 139 – 140 – 215 – 186 – 147	15 210	30	UJ – A reclasser en NJ
	ZE 100 – 101 – 102 – 103 – 104 – 105 – 106 – 107 – 108 – 109	3 730	7	UJ – A reclasser en N
	ZE 110 – 111 – 112 – 113 – 114 – 115 – 116 – 117 – 118 – 119 – 120	2 950		UJ – A reclasser en NJ
TOTAL		829107	1021	

Annexe 4 : Parcelles à reclasser en A ou en N

	Parcelles cadastrales	Superficie	Nombre de logements	Observations
Bouchon	B0 311	440		A reclasser en A ou en N
Bettencourt Saint Ouen	A0 182	584	1	A reclasser en N
	A0 277	1 190	2	A reclasser en N ou trame EBC
	A0 918 – 919 – 920 – 921	4 550	6	A reclasser en A
Berteaucourt-les-Dames	Partie AC 182	500	1	A reclasser en A ou en N
	AD 124 – 121 – 123 – 226 – 225 – 127 – 186 – 185- 184 – 183 -131 – 135- 136	8 160	12	Reclasser en A ou en N
Canaples	AA 48	3 700	5	A reclasser en N ou ajouter trame EBC
Domart-en-Ponthieu	ZC 87	6 550	10	A reclasser en A
	AC 76	500	1	A reclasser en N
	AC 132 – 127 – 131 – 514	1 450	2	Espace boisé à reclasser en A ou en N
	Partie ZR 64	3 010	5	A reclasser en A
	AC 334 – 399	894	1	A reclasser en N
	ZH 105 – 112 – fd 96	5 000	8	A reclasser en N sauf la 105
	ZC 97 – 99	3 060		A reclasser en A
Flixecourt	AM 231 – 232	36 280	73	Coup parti – A reclasser en A ou en N
	AM 219 – fonds 221 – 222 – 218	5 700	11	Reclasser les fonds en NJ
	ZE 3 – 46	6 760	14	A reclasser en A
	ZH 64p	1 570	3	A reclasser en A
	AM 259	2 050	4	A reclasser en A
	AM 260	1 600	3	A reclasser en A
	AK 81 - 88 – 89 – 90 – 91	4 800	10	Mettre trame EBC
	AB 80 – 81 – 82	8 450	17	A reclasser en Np
	AD 312	3 960	8	Mettre trame EBC
ZD 76	2 560		Reclasser en A	
Franqueville	B0 222	1600	2	A reclasser en A
	B0 partie 325 – sud 425 – 428	3000	4	A reclasser en A
	B0 214	1560	2	A reclasser en A
Halloy-les-Pernois	AC 207 – 205 – 168 – 169	3 220	4	A reclasser en N
	ZD 92p	1 460	2	A reclasser en A
	AB 224 – 57	1 700		A reclasser en A ou en N
	AB 31	1 390		A reclasser en A
Havernas	ZD 58	1 715	2	A reclasser en A
	B0 Partie 497	2 500	3	A reclasser en Np
Lanches-Saint-Hilaire	B0 336 – 337	2 480	3	A reclasser en N
	B0 452	1 190	2	Bois / A reclasser en N
	ZE 57 – 59 – 67 et fond 30	4 400	6	Reclasser ZE 67 – 69 et 30 en A ou en N
	A0 555 – 580	810	1	Bois et accès maison - A reclasser en N
L'Étoile	AE 76 – 78 – 79 – 80 – 81	2 700	4	Périmètre rapproché du captage d'eau potable de l'Étoile – A reclasser en A ou en N
	AE 33 – 35 – 36	1 390		Mettre en trame EBC



Pernois	AD 89	1 150	1	Mettre trame EBC
	AE 138 – 136 – partie 137	3 470	5	A reclasser en A ou N
	AE 128 – 130 – 131	9 450	12	A reclasser en A
	Partie AE 202	1 570	2	Zonage ZDH + élément paysager A reclasser en A ou N
	ZD 23	2 090	3	A reclasser en A

Saint-Léger-les-Domart	AB 261	1 810	3	Mettre trame EBC ou reclasser en A ou N
	AH 285 – 452	1 000	2	Reclasser en A
	AD 90	700		A reclasser en N
	AC 80 et fond 76	3 400	5	A reclasser en N (le long de la rivière)

Vauchelles-Les-Domart	B0 326	1 300	2	A reclasser en N ou en A
	BO 86	560	1	A reclasser en A ou en N

Vignacourt	AD 229	1 000	1	A reclasser en A ou en N
-------------------	--------	-------	---	--------------------------

Ville-le-Marclet	AK 283	839	2	Reclasser en N / EBC : Bois à préserver
	ZK 5	3 000		Maison isolée : A reclasser en N
	ZE 42 – 41	1 000	2	Reclasser en A ou en N

TOTAL		176772	270	
--------------	--	---------------	------------	--

Annexe 5 : OAP sectorielles

Objectif de production défini dans le PADD	Décompte dents creuses en zone urbaine Etat	Données issues des OAP du projet arrêté			Analyse des services de l'Etat		Conclusion
		OAP sectorielles	Potentiels logements	Superficie en m²	Potentiels logements	Observations	
Bertheaucourt-les-Dames	100	Lotissement de la Fresnay-Rue des Rosiers – AU	9	7000	11	- Zone bien intégrée dans le tissu bâti - Axe de ruissellement connu sous Ceolide non repris sur le zonage - Station d'épuration proche de la surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie	
			40	80000	60	- Reconversion d'une friche industrielle - Zone bien intégrée dans le tissu bâti - OAP réglementaire insuffisamment prescriptive - Servitude A4 de passage sur le cours d'eau de la Nièvre, mettre en place une bande tampon inconstructible d'au moins 4m de part et d'autre - Station d'épuration proche de la surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie	
			50				
Bettenecourt-Saint-Ouen	50	Rue de la Vallée – rue de Vignacourt	26	9100	27	- Station d'épuration en surcharge - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles Erreur de superficie dans l'OAP sectorielle : superficie d'environ 209000m²	Reclasser en 2AU
			22	15200	20	- Station d'épuration en surcharge - Zone en extension du tissu bâti, peu connectée au centre - Consommation excessive de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine + phase 1 suffisants pour satisfaire les besoins en logements estimés	Reclasser en A
Canaples	40	ZONE AU	16	12000	16	- Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Prairie qui jouxte une ZNIEFF1 et une ZDH, aucune mesure corrective prévue par l'évaluation environnementale - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Assainissement individuel, projet de station d'épuration	Reclasser en A
			14	11000	17	- Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Travaux de réhabilitation de la station d'épuration en cours (arrêtés par absence d'autorisation pour le passage en cours d'eau), fin prévue pour 2022 - La zone rapproche l'urbanisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement (tout en restant en dehors du périmètre)	Reclasser en A
Domart en Ponthieu	70	1 – Chemin du Haut	30	9700	15	- Zone bien intégrée dans le tissu bâti - Une partie de la zone Uj à l'est pourrait être intégrée à l'OAP - Travaux de réhabilitation de la station d'épuration en cours (arrêtés par absence d'autorisation pour le passage en cours d'eau), fin prévue pour 2022	Reclasser en 2AU
		2 – Rue René Demarest					



L'Étoile	55	29	2 – Rue Jules Vernes	AU et UC	16	10700	16	16	<ul style="list-style-type: none"> - Axe de ruissellement connu sous Geoida non repris sur le zonage, protection et gestion à prévoir - Station d'épuration pouvant être considérée en surcharge avec les projets en cours (logements et zone d'activités) 	Reclasser une de ces deux zones en 2AU, Reclasser l'autre zone en A
			1- Entrée du bourg / D112	Phase 1 – AU	14	9500	14	14	<ul style="list-style-type: none"> - Axe de ruissellement connu sous Geoida non repris sur le zonage, protection et gestion à prévoir - Station d'épuration pouvant être considérée en surcharge avec les projets en cours (logements et zone d'activités) 	Reclasser en A
				Phase 2 – 2AU	11	7000	14	11	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Une partie de la zone se trouve en ZR1 (aléa fort) du PPR. L'OAP prévoit de laisser en « espace public » la zone impactée par le ZR1, sans donner de garantie sur sa nature exacte (en termes de perméabilité). - Proximité de la zone à dominante humide 	Reclasser en A
				Phase 3 – 2AU	8	5400	14	8	<ul style="list-style-type: none"> - Axe de ruissellement non repris sur le zonage, protection et gestion à prévoir - Station d'épuration pouvant être considérée en surcharge avec les projets en cours (logements et zone d'activités) 	Reclasser en A
				Phase 4 – 2AU	7	4400	10	7		Reclasser en A
Flixecourt	180	366	1 – Rue de Vignacourt	AU	54	26600	53	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Zone concernée par la servitude du cimetière, périmètre de 100m. L'avis du maire pour lever la servitude n'est pas présente dans le dossier. - Captage présentant une non-conformité pour les paramètres pesticides et nitrates - Station d'épuration pouvant être considérée en surcharge avec les projets en cours (logements et zone d'activités) - Le boisement (0,5ha) que l'évaluation environnementale demande de préserver ne fait pas partie de la zone de projet (classé en zone A) - Flixecourt est identifié comme point de blocage pour les continuités écologiques dans le Scot. 	Reclasser en 2AU	
				UA + UC + UE	17	30000	17	17	<ul style="list-style-type: none"> - Zone bien intégrée dans le tissu bâti - Station d'épuration pouvant être considérée en surcharge avec les projets en cours (logements et zone d'activités) 	
Fransu	8	24	Rue Heurtevent	AU	5	3500	5	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Périmètre de protection agricole - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Zone bordée de prairie, de haies et d'arbres à maintenir, à préserver ou à compenser. 	Reclasser en A	
				Phase 1- AU	19	7400	10	10	<ul style="list-style-type: none"> - Zone bien intégrée dans le tissu bâti - Reconversion d'une fiche agricole - Zone identifiée à risque « gestion des eaux pluviales » (axe de ruissellement) à prendre en compte dans l'aménagement de la zone - Maintien ou compensation de la haie le long de la rue de l'Abbaye 	
Halloy-les-Permois	30	28		Phase 2 – 2AU	11	8400	11			

Havernas	50	48	1 - Entrée de bourg / rue de la carrière	AU	14	13000	17	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Fort dénivelé entraînant un impact paysager important - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés 	Reclasser en A
			2 - Rue de la carrière / rue de l'église	UB	8	15800	21	<ul style="list-style-type: none"> - Zone intégrée au tissu bâti - Nombre de logements prévus non-compatible avec la densité minimum du ScoT, à revoir à la hausse - La moitié de la surface de la parcelle est répertoriée à l'inventaire forestier (autorisation défrichement et compensation à prévoir). Le boisement est également rattaché à un habitat d'intérêt communautaire. L'évaluation environnementale laisse entendre que le boisement sera préservé. Or, seule une petite partie (les « franges boisées ») sera préservée. Selon l'évaluation environnementale, l'impact de l'urbanisation de ce secteur sera modéré à fort. 	Instaurer un EBC sur le boisement
Saint-Léger-lès-Domart	90	113	1 - Rue Claire	AU	6	8500	13	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en continuité du tissu bâti - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Axe de ruissellement, l'OAP prévoit de le laisser en espace naturel - Servitude A4 de passage sur le cours d'eau de la Nièvre et de la Domart : mettre en place une bande tampon inconstructible d'au moins 4m de part et d'autre - Zone située sur un habitat sensible (prairie mésophyphile à humide). - L'évaluation environnementale estime l'impact de modéré à fort. - Station d'épuration presque en surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie 	Reclasser en A ou en N
			2 - Rue du château d'eau	AU	25	17000	26	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Station d'épuration presque en surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie 	Reclasser en A
			3 - Rue du château d'eau	Phase 1 - AU	5	16800	25	<ul style="list-style-type: none"> - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Station d'épuration presque en surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie 	Reclasser en A
				Phase 2 - 2AU	8			<ul style="list-style-type: none"> - Périmètre rapproché du captage d'eau potable, inconstructible - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Station d'épuration presque en surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie 	Reclasser en A
Saint-Léger-lès-Domart	90	113	4 - Rue du château d'eau	AU	8	6300	9	<ul style="list-style-type: none"> - Périmètre rapproché du captage d'eau potable, inconstructible - Zone en extension du tissu bâti - Consommation de terres agricoles - Potentiel foncier recensé en zone urbaine suffisant pour satisfaire les besoins en logements estimés - Station d'épuration presque en surcharge et mauvaise gestion du temps de pluie 	Reclasser en A



